



PROGRAMME

CONFÉRENCE

COMPARAISON INTERNATIONALE DES SYSTÈMES ÉDUCATIFS : UN MODÈLE EUROPÉEN ?

Paris, 13 et 14 novembre 2008

FRANZÖSISCHE PRÄSIDENTSCHAFT	EUROPÄISCHE UNION *
FRENCH PRESIDENCY	EUROPEAN UNION *
ФРЕНСКО ПРЕДСЕДАТЕЛЬСТВО	ЕВРОПЕЙСКИ СЪЮЗ *
FRANSK FORMANDSKAB	EUROPÆISK UNION *
PRESIDENCIA FRANCESAS	UNIÓN EUROPEA *
EESISTUJARIK PRANTSUSMAA	EUROOPA LIIT *
RANSKAN PUHEENJOHTAJUUS	EUROOPAN UNIONI *
ГАЛЛІКИЙ ПРОЕДРІА	ЄУРОПАЇКИ ЕНОСИ *
FRANCIA ELNÖKSÉG	EURÓPAI UNIÓ *
UACHTARANACH NA FRAINCE	AN TAONTAS EURPACH *
PRESIDENZA FRANCESSE	UNIONE EUROPEA *
FRANCIJAS PREZIDENTŪRA	EIROPAS SAVIENĪBA *
PRANCŪZIJOS PIRMININKAVIMAS	EUROPOS SAJUNGA
PREŽIDENZA FRANČIŽA	UNJONI EWROPEA *
FRANS VOORZITTERSCHAP	EUROPESE UNIE *
PREZYDENCJA FRANCUSKA	UNIA EUROPEJSKA *
PRESIDENCIA FRANCESAS	UNIÃO EUROPEIA *
PREŠEDINTĀ FRANCEZĀ	UNIUNEA EUROPEANĀ *
FRANCÚZSKE PREDSEDNÍCTVO	EURÓPSKA ÚNIA
FRANCOSKO PREDSEDESTVO	EVROPSKA UNIJA *
FRANSKA ORDFÖRANDESKAPET	EUROPEISKA UNIONEN *
FRANCOUZSKÉ PŘEDSEDNICTVÍ	EVROPSKÁ UNIE *



SOMMAIRE

FRANÇAIS

Orientation et programme de la conférence	page 2
Programme détaillé des ateliers	page 5

DEUTSCH

Orientierungspapier und Konferenz Programm	Seite 13
Genaue Programm der Arbeitsgruppen	Seite 16

ENGLISH

Overwiew and conference programme	page 24
Detailed programme of the workshops	page 27

COMPARAISON INTERNATIONALE DES SYSTÈMES ÉDUCATIFS : UN MODÈLE EUROPÉEN ? **ORIENTATION ET PROGRAMME DE LA CONFÉRENCE**

L'objectif de cette conférence est de mettre en évidence les forces et les faiblesses des différents systèmes éducatifs européens et internationaux, tout en mettant l'accent sur la nécessité d'une évaluation régulière et objective des réformes engagées par les États membres de l'Union européenne au moyen d'indicateurs appropriés. Elle permettra notamment de faire le point sur :

- l'état des lieux des différents systèmes éducatifs européens et de leur performance ;
- la capacité des différents systèmes éducatifs européens à enrayer l'échec scolaire ;
- l'efficacité comparée des dépenses intérieures d'éducation consenties par les différents États membres.

La conférence s'adresse à quatre grands types de public : les décideurs politiques, les experts, les chercheurs et les gestionnaires dans le domaine de l'éducation.

Trois ateliers seront organisés en parallèle :

- l'enseignement obligatoire ;
- l'enseignement supérieur ;
- l'enseignement et la formation professionnels.

Jeudi 13 novembre matin

Séance plénière

Président : Daniel VITRY, directeur de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP), France

9 h 30 Allocution d'ouverture

- **Valérie PÉCRESSE**, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, France

Intervenants :

- **Odile QUINTIN**, directrice générale de l'éducation et de la culture, Commission européenne
- **Frank VANDENBROUCKE**, vice-ministre, président du gouvernement flamand et ministre du travail, de l'éducation et de la formation, Belgique

10 h 30 Pause

- 11 h 00 -** - **Norberto BOTTANI**, expert indépendant :
13 h 00 « *Les indicateurs internationaux de l'enseignement : une histoire de vingt ans* »
- **Manfred TESSARING**, chef de l'unité sur le domaine de la recherche et sur l'analyse des politiques, Cedefop :
« *Pour des économies basées sur la connaissance : la pertinence des indicateurs pour une politique de l'éducation et de la formation* »
- **Annegret KRAMP-KARRENBAUER**, ministre sarroise de l'enseignement, de la famille, des femmes et de la culture, présidente de la conférence permanente des ministres de l'Éducation allemands :
« *Pisa en Allemagne et ses conséquences* »
- **Amelie VON ZWEIGBERGK**, secrétaire d'État à l'éducation, Suède :
« *Peut-on améliorer le rendement scolaire en élargissement le système national d'évaluation* »

13 h 00 - Déjeuner
14 h 30

Jeudi 13 novembre après-midi

- 14 h 30 -** Travaux en ateliers simultanés
18 h 30 (Voir programme détaillé page 5)
- 19 h 30** Cocktail au Palais de la découverte

Vendredi 14 novembre matin

Séance plénière

Président : **Daniel VITRY**, directeur de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP), France

- 9 h 00 -** Intervention de **Xavier DARCOS**, ministre de l'Éducation nationale, France
- 9 h 30 -** Suite des travaux en ateliers simultanés
12 h 30
- 12 h 30 -** Déjeuner
14 h 00

Vendredi 14 novembre après-midi

Séance plénière

Président : **Petr MATĚJŮ**, directeur du département d'analyse et de stratégie, ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, République tchèque

14 h 00 - Compte-rendu rapide des ateliers

14 h 45 par les rapporteurs

**14 h 45 - Table-ronde : animation par Armelle LEVY, journaliste
16 h 00 « Vers une approche européenne des comparaisons internationales ? »**

- **Alejandro TIANA**, ancien secrétaire général du ministère de l'Éducation, Espagne
- **Peter MORTIMORE**, professeur d'université, Royaume-Uni
- **Michel GLAUDE**, Eurostat
- **Anders HINGEL**, Commission européenne

16 h 00 - Synthèse et recommandations

16 h 30 - **Christian FORESTIER**, directeur du Conservatoire national des Arts et Métiers, France

16 h 30 - - **Gordon CLARK**, Commission européenne :

17 h 00 « *Le rôle clé des indicateurs et des benchmarks dans les objectifs stratégiques futurs de la coopération européenne en éducation et formation* »

Clôture par **Jean-Marc MONTEIL**, conseiller du Premier ministre, France

COMPARAISON INTERNATIONALE DES SYSTÈMES ÉDUCATIFS : UN MODÈLE EUROPÉEN ? PROGRAMME DÉTAILLÉ DES ATELIERS

Atelier 1

Les comparaisons internationales de l'enseignement obligatoire

Jeudi 13 novembre

14 h 30 - **Session 1 : Évaluation des acquis des élèves dans l'enseignement obligatoire**

La première session portera sur les objets, les acteurs et les usages des évaluations nationales et internationales : Quelles stratégies d'évaluation sont mises en place dans les différents pays de l'UE ; au cours de cette session, sera présentée la problématique européenne avec les grands chantiers en cours (indicateurs européens, compétences clés en éducation...). Pour les différents pays, quels sont les programmes d'évaluation des acquis et comment se positionnent les différents acteurs ? Quelles constructions d'indicateurs en fonction de politiques données, comment celles-ci se sont-elles constituées, en fonction de quels objectifs ? Quels liens peuvent exister entre programmes d'évaluation nationaux et internationaux ? Plusieurs typologies de politiques d'évaluation seront repérées et présentées par les chefs de file de pays choisis comme prototypes des politiques mises en place. Cette session sera l'occasion d'aborder des questions qui n'ont pas toujours été posées jusqu'à présent, telle celle des rapports entre les stratégies de l'OCDE et celles de l'IEA, le positionnement de l'UE vis-à-vis de ces organismes ainsi que diverses questions méthodologiques.

Président : **Seamus HEGARTY**, président de l'IEA

Intervenants :

- **Anders HINGEL**, Commission européenne :
« Les compétences clés : comparaison entre les pays de l'Union européenne »
- **Michael MARTIN** et **Ina MULLIS**, Boston College, USA :
« 50 ans de comparaisons internationales »
- **Andreas SCHLEICHER**, OCDE-Pisa :
« 10 ans d'expérience de Pisa : quels apports aux comparaisons internationales ? »
- **Lorna BERTRAND**, Department for children, schools and families (DCSF), Royaume-Uni :
« L'ère du test : évaluations nationales et internationales en Angleterre »
- **Steen HARILD**, ministère de l'Éducation, Danemark :
« L'expérience danoise des évaluations d'acquis d'élèves »

- **Pierre VRIGNAUD**, professeur Paris X Nanterre, France :
« *La mesure de la littératie dans les enquêtes internationales : la méthodologie est la réponse, mais quelle était la question ?* »

Rapporteur : **Jean-Claude EMIN**, ancien sous-directeur de l'évaluation à la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance, France

16 h 30 Pause

17 h 00 - 18 h 30 **Session 2 : Les enseignants et l'organisation du système éducatif**

Plusieurs des thèmes suivants seront abordés dans cette session :

- La place de l'enseignant dans l'établissement scolaire
- L'enseignant comme employé et la relation employé-employeur
- Le mode d'évaluation et la rémunération
- Les relations entre l'enseignant et les familles
- La place de l'enseignant par rapport au chef d'établissement

Ils seront analysés en prenant en compte d'autres éléments tels que :

- Formation initiale et continue, envisagée comme un tout;
- Déroulement de carrière ;
- Conditions d'exercice, mode de fonctionnement des établissements ;
- Méthodes pédagogiques – lien avec les conditions de travail (taille de classe, travail en équipe...).

Président : **Gaby HOSTENS**, ministère - Belgique flamande, ancien président du *Strategic Management Group Ines OCDE*

Intervenants :

- **Arlette DELHAXHE**, Eurydice, Unité européenne :
« *Les limites de collecte d'information sur les enseignants au niveau central en lien avec la décentralisation* »
- **Marcel POCHARD**, président de la Commission Pochard, France :
« *Les réflexions françaises sur les enseignants* »
- **Michael DAVIDSON**, OCDE :
« *Les apports des travaux de l'OCDE sur la comparaison des enseignants* »
- **Thomas SMITH**, université Vanderbilt, Nashville, États-Unis d'Amérique :
« *Quelques éléments de comparaison sur la situation des enseignants dans le monde* »

Présentation faite par deux membres de l'Entep (réseau européen sur les politiques de formation des enseignants) :

- **Eve EISENSCHMIDT**, Estonie :
« *Comparaison des programmes d'induction en Europe* »
 - **Apostolis DIMITROPOULOS**, Grèce :
« *Comparaison de la structure européenne de la formation des maîtres dans le processus de Bologne* »
- Rapporteur : **Sten SÖDERBERG**, Agence de l'évaluation, Suède

Vendredi 14 novembre

9 h 30 -
10 h 30

Session 3 : Comparaisons internationales dans le domaine de l'équité

Les sessions 3 et 4 sont consacrées à l'équité et au lien équité – efficacité – efficience

La question de fond est la mesure du suivi de la mise en œuvre de la politique européenne dans le domaine de l'équité entendu dans le sens suivant, approuvé par les ministres des pays européens et le Parlement européen : « Un système est équitable si les résultats de l'éducation et de la formation sont indépendants du milieu socio-économique et d'autres facteurs conduisant à un handicap éducatif et que le traitement reflète les besoins spécifiques des individus en matière d'apprentissage » (*« Efficacité et équité des systèmes européens d'éducation et de formation »*, Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen, doc. 12677/06).

Partant du constat selon lequel l'intensité du lien entre environnement socio-culturel et performance des élèves est établie et mesurée dans tous les pays, le travail de la session thématique pourra approfondir ce constat : par exemple, peut-on, à partir des travaux existants et en particulier de ceux menés sous l'impulsion de la Commission, améliorer les comparaisons entre pays :

- en approchant la variété des processus de la construction du lien entre les caractéristiques individuelles des élèves et leurs chances scolaires ;
- en évaluant les arbitrages qui sont faits par les pays pour l'atténuer : comment construire des outils qui permettent d'évaluer les arbitrages entre améliorer l'efficacité (la performance moyenne) vs réduire les inégalités (réduire l'écart entre les performances des plus faibles et des plus forts).

La définition, la construction et l'usage dans chaque pays de la notion d'équité sont liés à l'histoire et aux principes qui sous-tendent les politiques éducatives dans les différents systèmes éducatifs de l'UE, de plus les inégalités de parcours et de réussite scolaires sont fortement dépendant des contextes économiques, sociaux et politiques : quelles sont alors les conditions qui permettent de rendre comparables et interprétables ces systèmes et de construire « un cadre européen de comparaison sur l'équité des systèmes éducatifs » ?

Président : **Enrique ROCA**, ministère de l'éducation,
Espagne

Intervenants :

- **Maria HRABINSKA**, Commission européenne :
« Les travaux de la Commission européenne sur l'équité : une vision comparative »
- **Susan SCLAFANI**, Chartwell Education Group, USA :
« Les questions sur l'équité aux États-Unis »
- **Hans-Peter FUESSEL**, DIPF, Francfort, Allemagne :
« Les questions sur l'équité en Allemagne »
- **Marc DEMEUSE**, Université de Mons, Belgique :
« Ce que l'on sait de l'équité en Europe »

10 h 30 Pause

11 h 00 -	Session 4 : Équité - efficacité - efficience : quelles comparaisons ?
12 h 30	
	Président : Jaap SCHEERENS , professeur, université de Twente, Pays-Bas
	Intervenants :
	- Louis-André VALLET , Crest, Cnrs, France : « <i>Ce que nous savons et ce que nous devons savoir sur l'(in)équité en éducation : un regard sociologique fondé sur la recherche internationale</i> »
	- Sally THOMAS , université de Bristol, Angleterre : « <i>Évolution temporelle dans les performances du point de vue de la valeur ajoutée en Angleterre : implications pour l'équité</i> »
	- Albert MOTIVANS , Institut de statistiques de l'Unesco : « <i>Approches transnationales pour mesurer les disparités dans les ressources éducatives et les résultats des apprentissages</i> »
	- Dominique BARNICHON , DGESCO, France : « <i>Les différentes mesures en faveur de l'équité en France</i> »
	Rapporteur : Marc DEMEUSE , université de Mons, Belgique

Atelier 2

Enseignement supérieur : typologie et classement des établissements d'enseignement supérieur

L'essentiel des débats de l'atelier portera sur la typologie – classification des établissements d'enseignement supérieur et leur classement (*ranking*), avec une attention particulière à la possibilité d'appliquer un classement aux établissements d'enseignement supérieur en Europe. Étant entendu que le principe du classement ne peut plus désormais être remis en cause, l'Europe doit-elle se satisfaire des classements existants, nationaux, ou internationaux tels que ceux dits de Shanghai, du Times, de Leiden, du CHE etc., tout en contribuant à leur amélioration. Dans ce cas, il sera utile de promouvoir un meilleur équilibre dans la sélection des données, une pondération plus appropriée des différents critères, la prise en compte de la notoriété, de la production de littérature scientifique (avec un équilibre approprié entre les disciplines et un équilibre linguistique), du salaire à l'embauche ou du niveau du poste / taux d'accès à l'emploi pour l'étudiant ou le diplômé / coût des études pour l'étudiant et sa famille, ou encore d'autres critères. D'autres approches sont également envisageables. L'Europe pourrait par exemple constituer un « consortium européen » afin de pouvoir s'exprimer de manière claire dans les discussions avec les autres partenaires. Une approche plus ambitieuse serait que l'Europe développe des classements différents, ou bien complémentaires, qui tiennent compte de ses spécificités, de ses structures et de ses valeurs. Dans ce cas, il serait important que l'Europe définisse ses propres standards et les indicateurs les plus pertinents associés à ses standards. La recherche doit-elle être l'un des indicateurs essentiels, et ceci quel que soit le niveau d'étude considéré (Licence, Master, Doctorat) ? En conclusion, peut-on affirmer qu'il y a suffisamment d'arguments politiques, de volonté politique, d'informations disponibles et d'outils méthodologiques pour une classification et un classement européens des établissements d'enseignement supérieur en Europe ? Quelles pourraient alors en être les bases ? Quelles devraient en être les parties prenantes ? Un agenda peut-il être construit à l'occasion de cet atelier ? ...

Jeudi 13 novembre

14 h 30 -	Session 1 : Principales questions – principaux enjeux
16 h 00	Président : Jean-François DHAINAUT , Agence d'évaluation de la Recherche et de l'Enseignement supérieur (AERES), France Intervenants : <ul style="list-style-type: none">- Peter VAN DER HIJDEN, Commission européenne : <i>« Le point de vue de la commission européenne sur les classements des établissements d'enseignement supérieur »</i>- Prof. Wolfgang MACKIEWICZ, président du groupe d'expert de la Commission européenne DG Recherche sur « l'Évaluation de la recherche universitaire » : <i>« Présentation des résultats de la réflexion du groupe »</i>- Prof. Lesley WILSON, secrétaire générale de l'Association européennes des universités : <i>« Les réflexions de l'Association européenne des universités sur les classements internationaux »</i>- Dr. Jamil SALMI, Banque mondiale, Washington, USA : <i>« Les réflexions de la Banque mondiale sur l'évolution de l'enseignement supérieur et l'impact des classements »</i>
16 h 00	Pause
16 h 30 -	Session 2 : L'état de l'art
18 h 00	Président : Barbara NOLAN , Commission européenne Intervenants : <ul style="list-style-type: none">- Prof. Jean-François DHAINAUT, président de l'AERES, France : <i>« Vers une typologie des universités françaises »</i>- Prof. Frans VAN VUGHT, université de Twente, Pays-Bas : <i>« Construire une classification des établissements d'enseignement supérieur : les résultats d'un projet européen »</i>- Prof. Nian Cai LIU, directeur, <i>Center for World-Class Universities and Dean of Graduate School of Education, Jiao Tong University</i> de Shanghai, Chine : <i>« Les principaux enseignements du classement de Shanghai »</i>- Prof. Frank ZIEGELE, directeur, <i>Center for Higher Education Development</i>, Allemagne : <i>« Les principaux enseignements des travaux sur les classements du CHE »</i>- Michel GLAUDE, Eurostat : <i>« Rapide présentation des travaux engagés par Eurostat »</i>- Karine TREMBLAY, OCDE : <i>« Évaluation internationale par l'OCDE des résultats de l'enseignement supérieur (AHELO) »</i>

Vendredi 14 novembre

9 h 30 - **Session 3 : Table ronde - Repères pour l'action**

Président : **François LE POULTIER**, CPU, France

Intervenants :

- **Gero FEDERKEIL**, Manager in Charge of Rankings, CHE - Center for higher education development, Gütersloh, Allemagne
- **Ghislaine FILLIATREAU**, directrice de l'Observatoire des Sciences et Techniques (OST), France
- Prof. **Marijk VAN DER WENDE**, présidente de l'IMHE (OCDE), Pays-Bas

Début de la discussion générale

11 h 00 - **Session 4 : Recommandations – quel projet pour l'Europe ?**

Président : **Daniel VITRY**, directeur de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP), France

Suite de la discussion générale

pour réagir aux propositions faites durant la session 3

Conclusions

- **Jan SADLAK**, directeur Cepes-Unesco, Roumanie
- **Patrick HETZEL**, directeur général de l'Enseignement supérieur, France

Rapporteur : **Denis DESPREAUX**, direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP), France

Atelier 3

Quels indicateurs pour l'enseignement et la formation professionnels ?

Il est nécessaire tout d'abord de trouver les bonnes questions « politiques » sur ce sujet car c'est pour répondre correctement à ces questions que l'on doit choisir des indicateurs et juger de leur pertinence. Cela s'inscrit clairement dans le suivi du processus de Copenhague.

Il apparaît important de concentrer les travaux de l'atelier sur quelques questions qui intéressent les décideurs politiques et de traiter les diverses questions (méthodologiques, améliorations souhaitables, ...) à partir de ces questions.

Cela conduira inévitablement à discuter ensuite de plusieurs problèmes repérés sur les indicateurs actuels qui dans certains cas indiquent une fourchette extrêmement large de valeurs pour un même pays. C'est notamment vrai pour un des indicateurs « benchmark » du suivi du processus de Lisbonne.

Il se pose ainsi clairement le problème de la définition et du champ des indicateurs existant. Des avancées ont été faites ces dernières années avec les définitions proposées par Eurostat de l'enseignement formel, non formel et informel. Il sera intéressant de disposer d'un bilan de tous ces travaux et donc un exposé du Cedefop sur la qualité des indicateurs existants sera très utile.

Dans le même temps, beaucoup de données ont été collectées ces dernières années. Faute de temps et de moyens, une partie importante d'entre elles n'ont pas été totalement exploitées. Il sera donc utile de discuter sur la meilleure façon d'utiliser les données existantes.

Il sera également intéressant de profiter de l'expérience issue de travaux d'indicateurs centrés sur l'enseignement et la formation professionnelle mais faits dans une région particulière : la région Meda qui comprend dix pays « méditerranéens » : le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, l'Égypte, la Jordanie, la Palestine, Israël, la Syrie, le Liban et la Turquie. Ces pays avec l'aide de la Fondation de Turin s'efforcent de bâtir un ensemble d'indicateurs qui leur permettent de se comparer dans ce domaine.

Dans ce cadre, il sera important que quelques décideurs politiques puissent intervenir dans l'atelier. Cela peut être des personnes pouvant parler des problèmes des régions qui ont aujourd'hui la responsabilité de la politique de la formation professionnelle avec une forte implication des partenaires sociaux. C'est notamment la situation dans beaucoup de pays d'Europe très décentralisés.

Jeudi 13 novembre

14 h 30 - 16 h 00 **Session 1 : Objectifs politiques que doivent mesurer les indicateurs**

Président : Jean-Luc **CENAT**, Afdet, France

Intervenants :

- Oyvind **BJERKESTRAND**, Commission européenne :
« Les objectifs de la Commission européenne dans le domaine de l'enseignement et de la formation professionnels »
- Joaquim **PRATS**, directeur du Conseil supérieur de l'évaluation du système éducatif de la région de la Catalogne, Espagne :
« Les principaux enseignements de l'expérience de la Catalogne »
- Françoise **AMAT**, secrétaire générale du Conseil national de la formation tout au long de la vie (CNFTLV) :
« Les différentes politiques et les préoccupations des régions françaises en matière de formation professionnelle »

16 h 00 Pause

16 h 30 - 18 h 00 **Session 2 : L'état de l'art des comparaisons européennes**

Président : Manfred **TESSARING**, Cedefop

Intervenants :

- Katja **NESTLER**, Alex **STIMPSON**, Cedefop :
« Les indicateurs et les structures-types de l'enseignement et de la formation professionnels en Europe »
- Lene **MEJER**, Eurostat :
« Les principales comparaisons issues des travaux d'Eurostat »
- Jens **JOHANSEN**, European Training Foundation :
« Une analyse comparative de la formation professionnelle dans les pays de la région Meda »

Vendredi 14 novembre

9 h 30 - **Session 3 : Comment améliorer notre mesure de la qualité ?**

Président : **Oriol HOMS**, Centre d'initiatives et de recherches européennes en Méditerranée (Cirem)

Table ronde :

- **Kenny PETERSSON**, Suède
- **Élisabeth ARNOLD**, DGESCO, France
- **Bernard DRÉANO**, DGEFP, France
- **William THORN**, OCDE-PIAAC
- **Madlen SERBAN**, Roumanie
- **Fabio ROMA**, ISFOL, Italie

11 h 00 - **Session 4 : Perspectives à moyen terme**

12 h 30 Présidente : **Pascale POLLET**, Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP), MEN-MESR, France

Intervenants :

- **Martin BAETHGE**, université de Göttingen, Allemagne :
« *Quelques idées et quelques exemples tirés de bonne pratique en Allemagne :VET-LSA* »
 - **Oriol HOMS**, Cirem, Espagne :
« *Quelques idées et quelques exemples tirés de bonne pratique en Espagne* »
 - **Pascale POULET-COULIBANDO**, DEPP, France :
« *Quelques propositions pour lancer le débat* »
- Réaction :
- **Michel GLAUDE**, directeur des statistiques sociales à Eurostat

Discussion générale

Rapporteur :

- **Christine MAINGUET**, Belgique

INTERNATIONALER VERGLEICH ZWISCHEN BILDUNGSSYSTEMEN: EIN EUROPÄISCHES MODELL? ORIENTIERUNGSPAPIER UND KONFERENZ PROGRAMM

Das Ziel dieser Konferenz ist es, die Stärken und Schwächen der unterschiedlichen europäischen und internationalen Bildungssysteme aufzuzeigen, wobei gleichzeitig auch die Notwendigkeit einer regelmäßigen und objektiven Bewertung der Reformen in den einzelnen Mitgliedsstaaten der Europäischen Union anhand von geeigneten Indikatoren betont wird. Insbesondere soll die Konferenz eine Möglichkeit zu einer Bestandsaufnahme bieten, über

- den gegenwärtigen Stand der verschiedenen europäischen Bildungssysteme und deren Leistung;
- die Eignung der verschiedenen europäischen Bildungssysteme, das Schulversagen zu begrenzen;
- die vergleichsweise Effizienz in den einzelnen Mitgliedsstaaten ange setzt internen Bildungsausgaben.

Die Konferenz wendet sich an vier große Publikumszielgruppen: politische Entscheidungsträger, Experten, Forscher und Manager im Bildungsbereich.

Zeitgleich finden drei Workshops zu folgenden Themen statt:

- Die Schulpflicht
- Das Hochschulwesen
- Die berufliche Aus- und Fortbildung

Donnerstag 13. November, morgens

Plenarsitzung

Vorsitz: Daniel VITRY, Direktor für Evaluation bei der DEPP, Frankreich

- 9.30 Uhr** Eröffnung durch **Valérie PÉCRESSE**, Ministerin für Hochschulwesen und Forschung, Frankreich
- **Odile QUINTIN**, Generaldirektorin für Bildung, Europäische Kommission
 - **Frank VANDENBROUCKE**, Vize-Ministerpräsident der flämischen Regierung und Minister für Arbeit, Bildung und Ausbildung, Belgien

- 10.30 Uhr** Pause

- 11.00 - 13.00 Uhr**
- **Norberto BOTTANI**, unabhängiger Experte:
„*Internationale Bildungsindikatoren: 20 Jahre Geschichte*“
 - **Manfred TESSARING**, Bereichsleiter Forschung und politische Analyse, Cedefop:
„*Für Wirtschaften auf der Basis von Wissen: die Relevanz der Indikatoren für eine Bildungs- und Ausbildungspolitik*“
 - **Annegret KRAMP-KARRENBAUER**, saarländische Ministerin für Bildung, Familie, Frauen und Kultur, Präsidentin der deutschen Kultusministerkonferenz:
„*Pisa in Deutschland und seine Konsequenzen*“
 - **Amelie VON ZWEIGBERGK**, Staatssekretär für Bildung, Schweden:
„*Kann man schulische Leistung durch eine Ausweitung des nationalen Evaluationssystems verbessern?*“

13.00 - 14.30 Uhr Mittagessen

Donnerstag 13. November, nachmittags

14.30 - 18.00 Uhr Gleichzeitiges Arbeiten im parallelen Workshops
(Siehe Seite 16)

19.30 Uhr Cocktail im Palais de la découverte

Freitag 14. November, morgens

Plenarsitzung

Vorsitz: **Daniel VITRY**, Direktor DEPP, Frankreich

9.00 - 9.30 Uhr **Vortrag von Xavier DARCOS**, Bildungsminister, Frankreich

9.30 - 12.30 Uhr **Fortsetzung der Arbeiten im Workshop**

12.30 - 14.00 Uhr Mittagessen

Freitag 14. November, nachmittags

Plenarsitzung

Vorsitz: **Petr MATĚJŮ**, Direktor der Abteilung Analyse und Strategie – Ministerium für Bildung, Jugend und Sport, Tschechischen Republik

14.00 - 14.45 Uhr **Kurzer Bericht über die Workshops**
durch die Berichterstatter

14.45 - 16.00 Uhr **Runder Tisch:** Beitrag **Armelle LEVY**, Journalist
„In Richtung eines europäischer Ansatzes beim internationalem Vergleich?“
- **Alejandro TIANA**, ehemaliger Generalsekretär
Bildungsministeriums, Spanien
- **Peter MORTIMORE**, Universitätsprofessor,
Großbritannien
- **Michel GLAUDE**, Eurostat
- **Anders HINGEL**, Europäische Kommission

16.00 - 16.30 Uhr **Zusammenfassung und Empfehlungen**
- **Christian FORESTIER**, Direktor CNAM, Frankreich

16.30 - 17.00 Uhr - **Gordon CLARK**, Europäische Kommission:
„Die Schlüsselrolle der Indikatoren und Benchmarks bei den strategischen Zielen für die Zukunft der europäischen Zusammenarbeit in der Bildung und Ausbildung“

Abschluss durch **Jean-Marc MONTEIL**, Berater des Premierministers, Frankreich

INTERNATIONALER VERGLEICH ZWISCHEN BILDUNGSSYSTEMEN: EIN EUROPÄISCHES MODELL? GENAUE PROGRAMM DER ARBEITSGRUPPEN

Workshop 1 *Internationale Vergleiche der Schulpflicht*

Donnerstag, 13. November

14.30 - 16.30 Uhr **Sitzung 1: Evaluation der Leistungen von Schülern während der Schulpflicht**

Die erste Sitzung wird sich um die Inhalte, die Akteure und die Anwendung nationaler und internationaler Bewertungen drehen: Welche Evaluationsstrategien werden in den verschiedenen Ländern der EU umgesetzt; im Laufe dieser Sitzung wird die europäische Problematik mit den großen aktuellen Problemfeldern debattieren (europäische Indikatoren, Schlüssel-kompetenzen in der Bildung etc.). Wie sehen die Programme zur Evaluation von Leistungen in den unterschiedlichen Ländern aus und wie positionieren sich die verschiedenen Akteure? Wie werden Indikatoren je nach politischer Vorgabe konstruiert, wie wurden sie zusammengestellt und nach welchen Zielvorgaben? Welche Verbindungen kann es zwischen nationalen und internationalen Evaluationsprogrammen geben? Mehrere Typologien einer Evaluationspolitik werden von den federführenden Gremien eines ausgewählten Landes als Prototypen der umgesetzten Politik finden und präsentieren. Diese Sitzung wird die Gelegenheit, Fragen anzusprechen, die bislang noch nicht gestellt wurden, wie z. B. die Beziehungen zwischen den Strategien der OECD und denen der IEA, die Positionierung der EU gegenüber diesen Organisationen sowie diverse methodologische Fragen.

Vorsitz: **Seamus HEGARTY**, Präsident der IEA

Redner:

- **Anders HINGEL**, Europäische Kommission:
„*Schlüsselkompetenzen: Vergleich zwischen den Ländern der Europäischen Union*“
- **Michael MARTIN** und **Ina MULLIS**, Boston College, USA:
„*50 Jahre internationaler Vergleich*“
- **Andreas SCHLEICHER**, OECD-Pisa:
„*10 Jahre Erfahrung mit Pisa: Welcher Beitrag zum internationalen Vergleich?*“
- **Lorna BERTRAND**, Department for children, schools and families (DCSF), Vereinigte Königreich:
„*Die Test-Ära: nationale und internationale Evaluationen in England*“

- **Steen HARBILD**, Bildungsminister, Dänemark:
„*Die dänische Erfahrung mit der Evaluation von Schülerleistungen*“
- **Pierre VRIGNAUD**, Professor Paris X Nanterre:
„*Das Messen des Bildungsgrades in internationalen Untersuchungen in die Methode als Antwort, aber wie lautet die Frage ?*“

Berichterstatter: **Jean-Claude EMIN**, ehemaliger beigeordneter Direktor für Evaluation bei der DEPP, Frankreich

17.00 - 18.30 Uhr Session 2 : Lehrkräfte und Organisation des Bildungssystems

Mehrere der folgenden Themen werden in dieser Sitzung diskutieren :

- Die Stellung der Lehrkraft in der schulischen Einrichtung
- Die Lehrkraft als Angestellter und die Beziehung Angestellter/Arbeitgeber
- Die Art der Evaluation und die Vergütung
- Die Beziehungen zwischen der Lehrkraft und den Familien
- Die Stellung der Lehrkraft im Vergleich zum Leiter der Einrichtung

Die Analyse wird unter Berücksichtigung weiterer Elemente erfolgen, wie z. B.:

- Ursprüngliche Ausbildung und Fortbildung - als Ganzes geplant;
- Karriereverlauf;
- Bedingungen der Berufsausübung, Funktionsweise der Schuleinrichtungen;
- Pädagogische Methoden – Verbindung mit den Arbeitsbedingungen (Klassengröße, Teamarbeit etc.).

Vorsitz: Gaby HOSTENS, Ministerium – flämischer Teil Belgiens, ehemaliger Präsidentin der *Strategic Management Group Ines* OECD

Redner:

- **Arlette DELHAXHE**, Eurydice, europäische Einheit:
„*Die Grenzen der Datenerhebung über Lehrkräfte auf zentraler Ebene in Verbindung mit der Dezentralisierung*“
- **Marcel POCHARD**, Präsident der *Commission Pochard*, Frankreich:
„*Französische Reflexionen über Lehrkräfte*“
- **Michael DAVIDSON**, OECD:
„*Der Beitrag der OECD-Arbeiten über den Vergleich von Lehrkräften*“
- **Thomas SMITH**, Universität Vanderbilt, Nashville, USA:
„*Einige Vergleichselemente zur Situation von Lehrkräften weltweit*“

Präsentation durch zwei Mitglieder der Entep (Europäisches Netzwerk für Lehrerbildungspolitik):

- **Eve EISENSCHMIDT**, Estland:
„*Vergleich der Induktionsprogramme in Europa*“
- **Apostolis DIMITROPOULOS**, Griechenland:
„*Vergleich der europäischen Struktur der Ausbildung von Lehrern im Bologna-Prozess*“

Berichterstatter: **Sten SODERBERG**, Agentur für Bewertung - Schweden

Freitag, 14. November

**9.30 -
10.30 Uhr**

Sitzung 3 : Internationale Vergleiche im Bereich Gerechtigkeit

Die Sitzungen 3 und 4 widmen sich der Gerechtigkeit und der Verbindung Gerechtigkeit - Effektivität - Effizienz

Debattiert wird die Messung des Follow-ups der Umsetzung europäischer Politik im Bereich Gerechtigkeit in folgendem und von den Ministern der europäischen Länder und dem Europäischen Parlament verabschiedeten Sinne: „Ein System ist gerecht, wenn die Resultate aus Bildung und Ausbildung nicht vom sozioökonomischen Milieu und anderen Faktoren abhängen, die zu einem Bildungshandicap führen könnten, und wenn die Behandlung die besonderen Bedürfnisse der Individuen im Bereich Lernen widerspiegelt“ („Effektivität und Gerechtigkeit der europäischen Bildungs- und Ausbildungssysteme“, Mitteilung der Kommission an den Europäischen Rat und das Europäische Parlament, Dok. 12677/06).

Ausgangspunkt ist die Feststellung, der zufolge die Intensität der Verbindung zwischen soziokulturellem Umfeld und Leistung der Schüler in allen Ländern aufgestellt und gemessen wird. Die Arbeit der themenbezogenen Sitzung wird diese Feststellung vertiefen: Man kann zum Beispiel ausgehend von bestehenden Arbeiten und insbesondere der Arbeiten, die auf Betreiben der Kommission durchgeführt wurden, die Vergleiche zwischen den Ländern optimieren:

- indem man sich der Vielfalt der Prozesse für den Aufbau der Verbindungen zwischen den individuellen Charakteristika der Schüler und ihren schulischen Chancen nähert,
- indem man die Vergleiche beurteilt, die von den Ländern zu deren Abschwächung gezogen werden: Wie lassen sich Instrumente zur Evaluation der Vergleiche zwischen Verbesserung der Effektivität (die durchschnittliche Leistung) und Verringerung von Ungleichheiten (Reduzierung der Spanne zwischen den schwächsten und stärksten Leistungen) einrichten.

Die Definition, Errichtung und Verwendung des Begriffs Gerechtigkeit sind in jedem einzelnen Land mit der Geschichte und den Prinzipien verbunden, die der Bildungspolitik in den verschiedenen EU-Bildungssystemen zugrunde liegen. Darüber hinaus hängen Ungleichheiten bei der schulischen Laufbahn und dem schulischen Erfolg stark von den wirtschaftlichen, sozialen und politischen Kontexten ab: Wie sehen also die idealen Bedingungen für einen Vergleich und eine Interpretation dieser Systeme und für die Errichtung „eines europäischen Vergleichsrahmens zur Gerechtigkeit der Bildungssysteme“ aus?

Vorsitz: Enrique ROCA, Bildungsminister, Spanien

Redner:

- **Maria HRABINSKA**, Europäische Kommission:
„Die Arbeiten der Europäischen Kommission über Gerechtigkeit: eine vergleichende Vision“
- **Susan SCLAFANI**, Chartwell Education Group, USA: *„Fragen zur Gerechtigkeit in den USA“*
- **Hans-Peter FUSSSEL**, DIPF, Frankfurt, Deutschland:
„Fragen zur Gerechtigkeit in Deutschland“

- **Marc DEMEUSE**, Universität Mons, Belgien:
„Was man über Gerechtigkeit in Europa weiß“

10.30 Uhr Pause

11.00 - 12.30 Uhr **Sitzung 4: Gerechtigkeit – Effektivität – Effizienz: Welche Vergleiche?**

Vorsitz: **Jaap SCHEERENS**, Professor, Universität Twente, Niederlande

Intervenants :

- **Louis-André VALLET**, Crest, Cnrs, Frankreich:
„Was wir über (Un-)Gerechtigkeit in der Bildung wissen und wissen sollten: ein soziologischer Blick, basierend auf internationaler Forschung“
- **Sally THOMAS**, Universität Bristol, England:
„Temporale Entwicklung der Leistungen, ausgehend vom Mehrwertstandpunkt in England: Implikationen für die Gerechtigkeit“
- **Albert MOTIVANS**, Statistisches Institut der Unesco:
„Transnationale Ansätze zur Messung von Ungleichheiten in den Bildungsressourcen und Lernresultaten“
- **Dominique BARNICHON**, DGESCO, Frankreich:
„Die unterschiedlichen Maßnahmen zugunsten der Gerechtigkeit in Frankreich“

Berichterstatter: **Marc DEMEUSE**, Universität Mons, Belgien

Workshop 2

Hochschulwesen: Typologie und Einstufung von Hochschuleinrichtungen

Die Debatten des Workshops werden sich im Wesentlichen um die Typologie, die Einstufung der Hochschuleinrichtungen und ihre Rangordnung (Ranking) drehen, mit besonderem Augenmerk auf die Möglichkeit der Anwendung einer Rangliste für Hochschuleinrichtungen in Europa.

Da das Prinzip der Einstufung künftig selbstverständlich nicht mehr in Frage gestellt werden kann, muss sich Europa mit den bestehenden nationalen oder internationalen Ranglisten, wie z. B. dem Shanghai-, Times-, Leiden- oder CHE-Ranking etc. zufriedengeben und kann gleichzeitig einen Beitrag zu deren Optimierung leisten. In diesem Falle wird es nützlich, ein besseres Gleichgewicht in der Auswahl der Daten sowie eine Gewichtung zu fördern, die besser an die unterschiedlichen Kriterien angepasst ist, unter Berücksichtigung des Bekanntheitsgrades, der Produktion von wissenschaftlicher Literatur (mit einer ausgewogenen Balance zwischen den Disziplinen und einem sprachlichen Gleichgewicht), des Gehalts bei der Anstellung oder des Niveaus des Arbeitsplatzes / Zugangsquote zur Beschäftigung für den Studenten oder Diplomanten / Studienkosten für den Studenten und seine Familie oder auch anderer Kriterien. Weitere Ansätze sind ebenfalls möglich. Europa könnte zum Beispiel ein „europäisches Konsortium“ bilden, um sich in den Gesprächen mit den anderen Partnern auf klare Weise ausdrücken zu können. Ein etwas ehrgeizigerer Ansatz wäre, dass Europa verschiedene Ranglisten entwickelt oder auch ergänzende Rankings, die seine Besonderheiten, Strukturen und Werte entsprechend berücksichtigen. In diesem Falle wäre es wichtig, dass Europa seine

eigenen Standards und die relevantesten Indikatoren in Verbindung mit seinen Standards definiert. Muss die Forschung einer der wesentlichen Indikatoren sein, und was wäre das betreffende Studienniveau (Bachelor, Master, Promotion)? Kann man, zusammenfassend betrachtet, behaupten, dass es genügend politische Argumente, politischen Willen, verfügbare Informationen und methodologische Instrumente für eine europäische Klassifikation und Rangliste für Hochschuleinrichtungen in Europa gibt? Was könnten also die Grundlagen dafür sein? Wer sollte mitwirken? Kann bei diesem Workshop eine Agenda erstellt werden? ...

Donnerstag, 13. November

14.30 - **Sitzung 1: Die wichtigsten Fragen – die wichtigsten Herausforderungen**

16.00 Uhr Président : **Jean-François DHAINAUT**, AERES, Frankreich
Redner:

- **Peter VAN DER HIJDEN**, Europäische Kommission:
„Der Standpunkt der Europäischen Kommission in Bezug auf Ranglisten für Hochschuleinrichtungen“
- Prof. **Wolfgang MACKIEWICZ**, Vorsitzender der Expertengruppe der Europäischen Kommission Generaldirektion Forschung über die Bewertung universitärer Forschung:
„Präsentation der Ergebnisse der Arbeit der Gruppe“
- Prof. **Lesley WILSON**, Generalsekretärin des Europäischer Hochschulverbandes:
„Reflexionen des Europäischen Hochschulverbandes über internationale Ranglisten“
- Dr. **Jamil SALMI**, Weltbank, Washington, USA:
„Reflexionen der Weltbank über die Entwicklung des Hochschulwesens und der Einfluss von Ranglisten“

16.00 Uhr Pause

16.30 - **Sitzung 2: Aktueller Stand**

18.00 Uhr Vorsitz: **Barbara NOLAN**, Europäische Kommission

Redner:

- Prof. **Jean-François DHAINAUT**, Präsident der AERES, Frankreich:
„Die Bewertung von Hochschuleinrichtungen in Frankreich“
- Prof. **Frans VAN VUGHT**, Universität Twente, Niederlande:
„Aufbau einer Klassifikation für Hochschuleinrichtungen: Ergebnisse eines europäischen Projekts“
- Prof. **Nian Cai LIU**, Direktor, *Center for World-Class Universities and Dean of Graduate School of Education, Jiao Tong University in Shanghai, China*:
“Die wichtigsten Lehren des Shanghai-Ranking“
- Prof. **Frank ZIEGELE**, Direktor, *Center for Higher Education Development*, Deutschland:
“Die wichtigsten Lehren aus den Arbeiten über die CHE-Hochschulrankings“
- **Michel GLAUDE**, Eurostat :
„Kurze Präsentation der Arbeiten der Eurostat“
- **Karine TREMBLAY**, OECD :
„Internationale Bewertung durch die OECD der Resultate des Hochschulwesens (AHELO)“

Freitag, 14. November

9.30 - Sitzung 3: Runder Tisch-Anhaltspunkte zum Handeln

10.30 Uhr Vorsitz: **François LE POULTIER**, CPU, Frankreich

Redner:

- **Gero FEDERKEIL**, Manager in Charge of Rankings,
CHE - Center for higher education development,
Gütersloh, Deutschland
- **Ghislaine FILLIATREAU**, Direktorin des *Observatoire
des Sciences et Techniques (OST)*, Frankreich
- Prof. **Marijk VAN DER WENDE**, Präsidentin des IMHE
(OECD), Niederlande

Beginn der allgemeinen Diskussion

**11.00 - Sitzung 4: Empfehlungen – welches Projekt für
12.30 Uhr Europa?**

Vorsitz: **Daniel VITRY**, Direktor, DEPP, Frankreich

Fortsetzung der allgemeinen Diskussion, um auf die
Vorschläge aus Sitzung 3 reagieren zu können

Schlussfolgerungen

- **Jan SADLAK**, Direktor Cepes-Unesco, Bukarest
- **Patrick HETZEL**, Generaldirektor für Hochschulwesen,
Frankreich

Berichterstatter: **Denis DESPREAUX**, DEPP, Frankreich

Workshop 3

Welche Indikatoren für die berufliche Aus- und Fortbildung?

Zunächst ist es erforderlich, die richtigen „politischen“ Fragen zu diesem Thema zu finden, denn um diese Fragen dann korrekt beantworten zu können, müssen Indikatoren entsprechend ausgewählt und ihre Relevanz beurteilt werden. Dies geschieht ganz klar im Rahmen der Fortführung des Kopenhagen-Prozesses.

Eine Konzentration der Arbeiten des Workshops auf einige Fragen, die für die politischen Entscheidungsträger wichtig sind, und die Behandlung diverser Punkte (methodologische, wünschenswerte Verbesserungen etc.) ausgehend von diesen Fragen, scheint wichtig.

Dies wird unvermeidlich zur anschließenden Diskussion mehrerer Probleme mit den aktuellen Indikatoren führen, die in manchen Fällen eine extrem breite Spanne von Werten für ein- und dasselbe Land angeben. Dies trifft insbesondere auf einen der „Benchmark“-Indikatoren aus der Fortführung des Lissabon-Prozesses zu.

So stellt sich ganz klar das Problem der Definition und des bestehenden Feldes von Indikatoren. Fortschritte wurden in den letzten Jahren mit den Definitionsvorschlägen der Eurostat über formelle, nicht-formelle und informelle Bildung erzielt. Interessant wird eine Bilanz all dieser Arbeiten und so wird ein Exposé des Cedefop über die Qualität der bestehenden Indikatoren von großem Nutzen sein.

Gleichzeitig wurden in den letzten Jahren sehr viele Daten gesammelt. Aus Zeit- und Ressourcenmangel wurde ein Großteil von ihnen nicht komplett ausgewertet. Daher wird es nützlich, über die beste Art der Verwendung der existierenden Daten zu diskutieren.

Außerdem wird es interessant sein, von der Erfahrung aus Arbeiten über Indikatoren zu profitieren, die sich auf die berufliche Aus- und Fortbildung konzentrieren, aber in einer bestimmten Region durchgeführt wurden: die MEDA-Region, die zehn „Mittelmeer“-Länder umfasst: Marokko, Algerien, Tunesien, Ägypten, Jordanien, Palästina, Israel, Syrien, Libanon und die Türkei. Diese Länder bemühen sich mit Hilfe der Europäischen Stiftung für Berufsbildung mit Sitz in Turin, ein Ensemble von Indikatoren zu errichten, anhand derer sie in diesem Bereich Vergleiche anstellen können.

In diesem Rahmen wird es wichtig sein, dass einige politische Entscheidungsträger einen aktiven Beitrag im Workshop leisten können. Dies könnten Personen sein, die von den Problemen der Regionen sprechen können, die heute die Verantwortung für eine berufliche Ausbildungspolitik mit einer starken Implikation der Sozialpartner tragen. Dies trifft vor allem auf viele sehr dezentralisierte Länder Europas zu.

Donnerstag, 13. November

14.30 - 16.00 Uhr **Sitzung 1: Politische Ziele, die Indikatoren messen sollen**

Vorsitz: **Jean-Luc CENAT**, Afdet, Frankreich

Redner:

- **Oyvind BJERKESTRAND**, Europäische Kommission:
„*Die Ziele der Europäischen Kommission im Bereich berufliche Aus- und Fortbildung*“
- **Joaquim PRATS**, Direktor des Obersten Rates für die Bewertung des Bildungssystems der Region Katalonien, Spanien:
„*Die wichtigsten Lehren aus der Erfahrung in Katalonien*“
- **Françoise AMAT**, Generalsekretärin des CNFTLV:
„*Die unterschiedliche Politik und die Sorgen der französischen Regionen im Bereich berufliche Ausbildung*“

16.00 Uhr Pause

16.30 - 18.00 Uhr **Sitzung 2: Der aktuelle Stand der europäischen Vergleiche**

Vorsitz: **Manfred TESSARING**, Cedefop

Redner:

- **Katja NESTLER, Alex STIMPSON**, Cedefop:
„*Indikatoren und typische Strukturen der beruflichen Aus- und Fortbildung in Europa*“
- **Lene MEJER**, Eurostat:
„*Die wichtigsten Vergleiche aus den Arbeiten von Eurostat*“
- **Jens JOHANSEN**, European Training Foundation :
„*Eine vergleichende Analyse der beruflichen Ausbildung in den Ländern der MEDA-Region*“

Freitag, 14. November

9.30 - 10.30 Uhr Sitzung 3: Wie lässt sich unsere Messung der Qualität optimieren?

Vorsitz: **Oriol HOMS**, Cirem

Runder Tisch:

- **Kenny PETERSSON**, Schweden
- **Élisabeth ARNOLD**, DGESCO, Frankreich
- **Bernard DRÉANO**, DGEFP, Frankreich
- **William THORN**, OECD-PIAAC
- **Madlen SERBAN**, Rumänien
- **Fabio ROMA**, ISFOL, Italien

11.00 - 12.30 Uhr Sitzung 4: Mittelfristige Perspektiven

Vorsitz: **Pascale POLLET**, DEPP, Ministerium, Frankreich

Redner:

- **Martin BAETHGE**, Universität Göttingen, Deutschland:
„Einige Ideen und einige Beispiele bewährter Praxis in Deutschland: VET-LSA“
- **Oriol HOMS**, Cirem- Spanien:
„Einige Ideen und einige Beispiele bewährter Praxis in Spanien“
- **Pascale POULET-COULIBANDO**, DEPP, Frankreich:
„Einige Vorschläge für den Start der Debatte“

Reaktion:

- **Michel GLAUDE**, Direktor für Sozialstatistik bei der Eurostat

Debatte

Berichterstatter:

- **Christine MAINGUET**, Belgien

INTERNATIONAL COMPARISON OF EDUCATION SYSTEMS: A EUROPEAN MODEL? **OVERVIEW AND CONFERENCE PROGRAMME**

The objective of the conference is to bring to the fore the strengths and weaknesses of the different international and European education systems, while highlighting the need for regular and objective assessment of the reforms undertaken by European Member States by means of appropriate indicators. It will notably assist in taking stock of:

- the current state and performance of the different European education systems;
- the ability of the different European education systems to curb the rate of failure in schools,
- the relative effectiveness of amounts spent on education by the different Member States.

The conference is aimed at four categories of audience: policy decision-makers, experts, researchers and managers in the field of education. Three workshops will run in parallel:

- compulsory education,
- higher education,
- vocational education and training.

Thursday, 13 November, morning

Plenary session

Chairman: Daniel VITRY, director of education, evaluation, forecast and performance (DEPP), France

9.30 am Opening speech

- **Valérie PÉCRESSE**, minister of higher education and research, France

Contributions:

- **Odile QUINTIN**, director general for education and culture, European Commission
- **Frank VANDENBROUCKE**, deputy minister, President of the Flemish government and minister of work, education and training, Belgium

10.30 am Break

- 11 am - 1 pm**
- **Norberto BOTTANI**, independent expert:
"The international indicators on education: a 20 years story"
 - **Manfred TESSARING**, Head of Area Research and Policy Analysis, CEDEFOP [European Centre for the Development of Vocational Training]:
"Towards knowledge based economies - relevance of indicators for education and training policy"
 - **Annegret KRAMP-KARRENBAUER**, minister of the Sarre for education, family, women and culture – chairwoman of the permanent conference of German education ministers:
"PISA [programme for international student assessment] in Germany and its consequences"
 - **Amelie VON ZWEIGBERGK**, Education State Secretary, Sweden:
"Can we improve school achievement through extending national testing?"

1 am - 2.30 pm Lunch

Thursday, 13 November, afternoon

- 2.30 - 6.30 pm** Simultaneous workshops
 (See page 27)
- 7.30 pm** Cocktail at the Palais de la découverte

Friday, 14 November, morning

Plenary session

Chairman: **Daniel VITRY**, Director of DEPP [directorate of education, evaluation, forecast and performance], France

- 9 - 9.30 am** Speech by **Xavier DARCOS**, minister of national education, France
- 9.30 - 12.30 am** Continuation of the workshop in parallel
- 12.30 am - 2 pm** Lunch

Friday, 14 November, afternoon

Plenary session

Chairman: Petr MATĚJŮ, director of the Analysis & Strategy Department - Ministry of Education, Youth and Sports, Czech republic

2 - 2.45 pm **Brief report of the workshops**
by the reporters

2.45 - 4 pm **Roundtable:** talk by Armelle LEVY, journalist
"Towards a European approach of international comparisons?"
- Alejandro TIANA, former general secretary of the ministry of education, Spain
- Peter MORTIMORE, university professor, United Kingdom
- Michel GLAUDE, Eurostat
- Anders HINGEL, European Commission

4 - 4.30 pm **Synthesis and recommendations**
- Christian FORESTIER, Director of CNAM, France

4.30 - 5 pm - Gordon CLARK, European Commission:
"The key role of indicators and benchmarks supporting the future strategic objectives for European cooperation in education and training"

Closure by Jean-Marc MONTEIL, Private office of the prime minister, France

INTERNATIONAL COMPARISON OF EDUCATION SYSTEMS: A EUROPEAN MODEL? DETAILED PROGRAMME OF THE WORKSHOPS

Workshop 1

International comparison of compulsory education

Thursday, 13 November

2.30 -

4.30 pm

Session 1: Assessment of students' skills in compulsory education

The first session will focus on the purposes, players and uses of national and international assessment: assessment strategies adopted in the different EU countries; the problems of current, major EU projects (European indicators, key skills in education...) will be addressed in this session. For the different countries, what are the skills assessment programmes and what are the roles of the different players? Which indicators to use in relation to given policies, how are these indicators constituted, in relation to which objectives? What are the possible links between national and international assessment programmes? Several types of assessment policies will be able to be identified and presented by the lead countries chosen as prototypes for policy implementation. This session will be an opportunity to examine questions not yet put forward until now, such as the relations between the strategies of the OECD and the IEA, the position of the EU in respect of organisations and various methodological questions.

Chairman: **Seamus HEGARTY**, Chairman of the IEA

Participants:

- **Anders HINGEL**, European Commission:
"Key skills: comparison of EU countries"
- **Michael MARTIN** and **Ina MULLIS**, Boston College, USA:
"50 years of international comparisons"
- **Andreas SCHLEICHER**, OECD-PISA:
"10 years of PISA experience: what contribution to international comparisons?"
- **Lorna BERTRAND**, Department for children, schools and families (DCSF), United Kingdom:
"Testing times: national and international assessment in England"
- **Steen HARBIJD**, Ministry of education, Denmark:
"Assessment of student skills in Denmark"
- **Pierre VRIGNAUD**, Professor at Paris X Nanterre, France:
"Measuring literacy and the international assessment surveys: methodology is the answer, but what was the question?"

Reporter: Jean-Claude EMIN, former deputy director, DEPP, directorate of education, evaluation, forecast, and performance, France

4.30 pm Break

**5 -
6.30 pm** **Session 2: Teachers and the organisation of the education system**

Several of the following topics will be examined in the session:

- The place of teachers in schools
 - The teacher as employee and the employee-employer relationship
 - The mode of assessment and remuneration
 - Relations between teachers and families
 - The place of teachers in relation to school heads
- The topics will be examined taking into account other elements, such as:
- Initial and continuing training, considered as a whole,
 - Career path,
 - Teaching and assessment methods employed in schools,
 - Teaching methods – link with working conditions (class sizes, team work...).

Chairman: Gaby HOSTENS, Ministry – Flemish Belgium, former chairman of Strategic Management Group IIIES [International Indicators of Educational Systems] OECD

Participants:

- **Arlette DELHAXHE**, EURYDICE [education information network in the European Community], European unit:
“The limits of data collection on teachers at the national level linked with the decentralisation”
- **Marcel POCHARD**, Chairman of the Pochard Commission, France:
“French thinking on teachers”
- **Michael DAVIDSON**, OECD:
“Contributions from the OECD as regards the comparison of teacher”
- **Thomas SMITH**, Vanderbilt University, Nashville, United States of America:
“Some elements of comparison of the situation of teachers in the world”

Presentation by two members of Entep (European Network of Training and Education Policies):

- **Eve EISENSCHMIDT**, Estonia:
“Comparing induction programs in Europe”
 - **Apostolis DIMITROPOULOS**, Greece:
“Comparing european teacher initial training structure according to the Bologna process”
- Reporter: Sten SODERBERG**, Ministry / Assessment agency, Sweden

Friday, 14 November

- 9.30 - 10.30 am** **Session 3: International comparisons as regards equity**
The main question is the measure and monitoring of the implementation of the European policy in the field of equity in the following meaning, approved by EU ministers and the European parliament: "A system is equitable if the results of education and training are independent of the socio-economic background and other factors leading to an educational handicap and if the content and methods reflect the specific needs of individuals in terms of learning" (*Efficacy and equity of European education and training systems*, Communication of the Commission to the Council and European Parliament, doc. 12677/06).

Taking as starting point the observation according to which the strength of the link between socio-cultural environment and performance of students is established and measured in all countries, the work of the thematic session will examine this observation in more detail: for example, can comparisons of countries be improved, taking as starting point existing work and, in particular, of work conducted under the initiative of the Commission:

- by comparing the variety of processes of the construction of the link between students' individual characteristics and chances at school,
- by assessing the efforts of countries to reduce the effect of this link: how to develop tools for assessing the choices between improving efficacy (average performance) and reducing inequalities (reduce the gap between performances of the weakest and strongest).

The definition, construction and use in each country of the notion of equity are linked to the history and principles that underlie the education policies in the different EU education systems. In addition, the inequalities of paths and success rates at school are strongly dependent on the economic, social and political contexts: what then are the conditions that enable to render these systems comparable and interpretable and that enable to build (a European comparison framework as regards the equity of education systems"

Chairman: Enrique ROCA, Ministry of education, Spain

Participants:

- **Maria HRABINSKA**, European Commission:
"European Commission's work on equity: a comparative vision"
- **Susan SCLAFANI**, Chartwell Education Group, USA:
"Questions of equity in the United States"
- **Hans-Peter FUESSEL**, DIPF, Frankfurt, Germany:
"Question of equity in German"
- **Marc DEMEUSE**, University of Mons, Belgium:
"What we know about equity in Europe"

- 10.30 am** Break

11 - 12.30 am	Session 4: Equity – efficacy: which comparison? Chairman: Jaap SCHEERENS, Professor, University of Twente, Netherlands Participants: <ul style="list-style-type: none"> - Louis-André VALLET, Crest, Cnrs, France : <i>“What we know and what we must know about (in)equity in education: a sociological view based on international research”</i> - Sally THOMAS, University of Bristol, England : <i>“Time trends in Value Added performance in England: implications for Equity”</i> - Albert MOTIVANS, Unesco Institute for Statistics: <i>“Cross-national approaches to measuring disparities in educational resources and learning outcomes”</i> - Dominique BARNICHON, DGESCO, France : <i>“The different measures in favour of equity in France”</i> Reporter: Marc DEMEUSE, University of Mons, Belgium
------------------	--

Workshop 2

Higher education: Type and ranking of higher education establishments

The major part of debate will focus on typology – classification of higher education establishments and their ranking, with particular attention to the applicability of ranking for higher education in Europe.

It is generally considered that ranking of higher education is no longer called into question. In this context, it is important to reflect on whether European higher education should comply with existing national or international rankings, such as those of Shanghai, Times, Leiden, CHE, etc., while contributing to their improvement. The latter could be achieved by a more balanced selection of data and their weighting in such areas as positioning in reputation, production of scientific literature (with appropriate disciplinary and linguistic balance) / starting salary, student/graduate employment rates or level of post / cost of studies for the student/ family or other criteria. Some other approaches could be considered. Europe could, for instance, constitute a ‘European consortium’, in order to communicate clearly in discussions with other partners. A more forceful approach for Europe could be to develop another or supplementary ranking, which would better reflect the structures, specificity and values of Europe’s higher education. In this case, it would be very important that Europe develops its own standards and the more relevant indicators linked with its standards. Must research be one of the main indicators, whatever the level of studies considered (Degree, Master’s degree, Ph.D)? In conclusion, can we argue that there are sufficient policy arguments, political will, informational basis and methodological instrument for European classification and ranking of European higher education institutions? What then could be the bases for that? Who should be the stakeholders? Can an agenda be set out in the workshop?

Thursday, 13 November

2.30 - 4 pm	Session 1: Main questions – main issues Chairman: Jean-François DHAINAUT , AERES, France Participants: <ul style="list-style-type: none">- Peter VAN DER HIJDEN, European commission: <i>"The point of view of the European Commission (DG Education) as regards the rankings of higher-education establishments"</i>- Prof. Wolfgang MACKIEWICZ, Chairman of the European Commission Expert Group on 'Assessment of University based Research': <i>"Preliminary results of the works of the European Expert Group"</i>- Prof. Lesley WILSON, General Secretary of the Association of European Universities: <i>"Thoughts of the Association of European Universities on international rankings"</i>- Dr. Jamil SALMI, World Bank, Washington USA: <i>"Thoughts of the World Bank on the development of higher education and the impact on rankings"</i>
4 pm	Break
4.30 - 6 pm	Session 2: State of the art Chairman: Barbara NOLAN , European Commission Participants: <ul style="list-style-type: none">- Prof. Jean-François DHAINAUT, AERES President, France: <i>"Evaluation of Higher education institutions in France"</i>- Prof. Frans VAN VUGHT, University of Twente, Netherlands: <i>"Building a European classification of higher education institutions, results of a European project"</i>- Prof. Nian Cai LIU, Director, Center for World-Class Universities and Dean of Graduate School of Education, Jiao Tong University in Shanghai, China: <i>"Main lessons to be learnt from Shanghai ranking"</i>- Prof. Frank ZIEGELE, Director, Center for Higher Education Development: <i>"Main lessons to be learn from CHE rankings"</i>- Michel GLAUME, Eurostat : <i>"Brief presentation of work undertaken by Eurostat"</i>- Karine TREMBLAY, OCDE : <i>"OECD work on the assessment of higher education learning outcomes (AHELO)"</i>

Friday, 14 November

9.30 -

10.30 am **Chairman: François LE POULTIER**, CPU, France

Participants:

- **Gero FEDERKEIL**, Manager in Charge of Rankings, CHE - Center for higher education development, Gütersloh, Germany
- **Ghislaine FILLIATREAU**, director of OST (Observatory of Science and Techniques), France
- **Prof. Marijk VAN DER WENDE**, Chairman of IMHE (OECD), Netherlands

Beginning of the general discussion

11 -

12.30 am

Session 4: Recommendations – which project for Europe?

Chairman: Daniel VITRY, Director of education, evaluation, forecast and performance (DEPP), France

Continuation of the general discussion

to respond to proposals made in session 3

Conclusions

- **Jan SADLAK**, Director Cepes-Unesco, Romania
- **Patrick HETZEL**, Director General for Higher education, France

Reporter: Denis DESPREAUX, directorate of education, evaluation, forecast and performance (DEPP), France

Workshop 3

Which indicators for education and vocational training?

It is first necessary to find the right policy questions as regards the subject, since it is by providing the right answers to these questions that we must choose the indicators and judge their relevance.

This clearly falls within the scope of the follow-up to the Copenhagen process.

It is important to concentrate the work of the workshop on some questions that interest policy decision makers and to examine the various questions (methodologies, desired improvements...), taking as the starting point these questions.

This will inevitably lead to discussing several problems identified as regards current indicators, which in some cases show an extremely wide range of values for a given country. It is notably true for one of the benchmarks for the monitoring of the Lisbon process. Hence, the problem of definition and scope of existing indicators is clearly stated. Some progress has been made, in the past few years, with the definitions suggested by Eurostat of formal, non-formal and informal education. It will be interesting to have a report of all this work and so discussions on the relevance of this approach in Eurostat surveys.

At the same time, a lot of data has been collected, over the past few years. Due to a lack of time and means, a significant part of them has not been fully utilised. It would thus be useful to discuss the best way of using existing data.

It will also be interesting to benefit from the experience gained from work on indicators centred on education and vocational training, but undertaken in a particular region: Jordan, Palestine, Israel, Syria, Lebanon and Turkey. These countries, with help from the Foundation of Turin strive to construct a series of indicators, which enable them to compare themselves in the area.

Within this framework, it will be important that some policy decision makers can participate in the workshop. It could mean those who are able to speak about the problems of regions that today are responsible for the vocational training policy, with significant involvement of the social partners. It is notably the situation in a lot of very decentralised European countries.

Thursday, 13 November

2.30 - 4 pm **Session 1: Policy objectives that the indicators must measure**

Chairman: **Jean-Luc CENAT**, Afdet, France

Participants:

- **Oyvind BJERKESTRAND**, European Commission:
"The objectives of the European Commission in the field of education and vocational training"
- **Joaquim PRATS**, director of the High-level Council for the Assessment of the Education System of Catalonia, Spain:
"The main lessons learnt from the experience of Catalonia"
- **Françoise AMAT**, general secretary of the CNFTLV [national council for lifelong training]:
"The different policies and preoccupations of French regions in terms of professional training"

4 pm Break

4.30 - 6 pm **Session 2: The state of the art of European comparisons**

Chairman: **Manfred TESSARING**, Cedefop

Participants:

- **Katja NESTLER, Alex STIMPSON**, Cedefop :
"VET indicators and patterns of VET in Europe"
- **Lene MEJER**, Eurostat:
"The principal comparisons coming out of the work of Eurostat"
- **Jens JOHANSEN**, European Training Foundation:
"Comparative analysis of professional training in MEDA-programme countries"

Friday, 14 November

9.30 - Session 3: How to improve our measure of quality?

10.30 am Chairman: **Oriol HOMS**, Cirem

Roundtable:

- **Kenny PETERSSON**, Sweden
- **Élisabeth ARNOLD**, DGESCO, France
- **Bernard DRÉANO**, DGEFP, France
- **William THORN**, OECD-PIAAC
- **Madlen SERBAN**, Romania
- **Fabio ROMA**, ISFOL, Italy

11 - Session 4: Medium-term outlook

12.30 am Chairman: **Pascale POLLET**, DEPP [directorate of education, evaluation, forecast and performance] Ministry, France

Participants:

- **Martin BAETHGE**, University of Göttingen, Germany:
“Some ideas and examples drawn from practises in German: (VET-LSA)”
- **Oriol HOMS**, Cirem, Spain:
“Some ideas and examples drawn from good practises in Spain”
- **Pascale POULET-COULIBANDO**, DEPP, France:
“Some proposals to launch the debat”

Reaction:

- **Michel GLAUDE**, director of social statistics, at Eurostat

General Discussion

Reporter:

- **Christine MAINGUET**, Belgium



**Ministère de l'Éducation nationale
Ministère de l'Enseignement supérieur
et de la Recherche
Secrétariat général**

Direction de l'évaluation, de la prospective
et de la performance
61-65 rue Dutot
75015 Paris Cedex 15

Direction des relations européennes
et internationales et de la coopération
110 rue de Grenelle
75357 Paris 07 SP

Délégation à la communication
110 rue de Grenelle
75357 Paris 07 SP

**Site de la Présidence française
de l'Union européenne**
www.ue2008.fr

Site du ministère de l'Éducation nationale
www.education.gouv.fr

**Site du ministère de l'Enseignement
supérieur et de la Recherche**
www.enseignementsup-recherche.gouv.fr